Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 21 (1963)

Heft: [1]: La Suisse, l'URSS et l'Europe orientale

Vorwort: Avant-propos

Autor: Goetschin, Pierre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Avant-propos

PIERRE GŒTSCHIN
professeur associé à l'Université de Lausanne

La Rédaction de la Revue économique et sociale *est heureuse de pouvoir présenter à ses lecteurs une quatrième série d'études préparées en collaboration avec l'*Institut universitaire de hautes études internationales, *à Genève. En effet, après* La Suisse dans le nouvel équilibre mondial, La Suisse et l'Afrique *et* La Suisse et l'Amérique latine[1], *voici, sous le titre de* La Suisse, l'URSS et l'Europe orientale, *une extension vers l'Est des horizons planétaires par rapport auxquels l'Institut et nous-mêmes estimons qu'il faut situer notre petit pays.*

Au demeurant, l'ambition des analyses contenues dans ce numéro n'est pas de vouloir tout expliquer d'un monde qui nous demeure très étranger — bien que nous ne soyons pas éloignés de ses frontières — et dont la seule évocation provoque déjà des montées émotionnelles puissantes; il s'agit bien plutôt ici d'examiner quelles sont les incompatibilités, les réserves ou les conditions qui pourraient définir nos rapports politiques, économiques et culturels avec l'Est communiste. Or, ces contacts existent, qu'on le veuille ou non, ne serait-ce que parce que nous avons opté pour une certaine conception de la neutralité qui veut que nous établissions des rapports au-delà des idéologies, malgré elles. Un minimum de dialogue nous est donc imposé, en conséquence d'ailleurs de notre propre choix. En revanche, il nous est loisible de donner à ce dialogue plus ou moins d'intensité; tout le problème est là: quel type de relations établir avec cette partie de l'humanité dont on sait qu'elle condamne ouvertement notre vision de l'homme et de la société et qui n'hésite pas à affirmer qu'elle souhaite notre destruction ?

En cette matière, la tentation est grande de se laisser persuader par les propagandes simplificatrices, si admirablement disséquées par Jacques Ellul[2]*; si l'on se contente de cette démarche, alors « les réponses aux problèmes sont claires et tranchées, blanches et noires; dans ces conditions, l'opinion publique se formule rapidement, se dégage et s'exprime avec force. Elle emporte alors dans un courant irrésistible les opinions moyennes et nuancées qui n'arrivent que trop tard comme moyen*

---

[1] Publications de la *Revue économique et sociale:* « La Suisse dans le nouvel équilibre mondial — La Suisse et l'Europe — La Suisse et le monde — La Suisse et les pays en voie de développement », septembre 1959; « La Suisse et l'Afrique », septembre 1960; « La Suisse et l'Amérique latine », février 1962.

[2] JACQUES ELLUL: *Propagandes*, A. Colin, Paris, 1962, p. 228.

de cristallisation d'opinion. » Mais la réalité est plus complexe et demande, au moins, avant toute détermination, un effort de lucidité. Il est non moins vrai que la réalité est aussi mouvante: demain ne sera jamais exactement pareil à aujourd'hui; les situations ne sont pas figées. Les décisions prises dans le présent ne doivent pas empêcher de formuler de nouvelles hypothèses pour l'avenir. Les articles qui composent ce cahier sont l'expression de cette attitude ouverte, *qui n'exclut aucunement la fermeté des positions personnelles sur le plan des doctrines, comme sur celui des politiques et des comportements. Les débats de Genève ont montré qu'il pourrait être dangereux de se confiner à ériger des barrières prophylactiques contre le communisme. Mieux vaut étudier la maladie et, si l'on peut, en infléchir le cours. Le fait de jeter quelques passerelles sur le fossé présente, peut-être, un modeste avantage sur la solution de la rupture des ponts; on laisse une chance à ce que Olivier Reverdin a appelé* la force explosive de la liberté [1]. *Le protectionnisme moral et idéologique finit par être plus stérile encore que le protectionnisme commercial!*

*

Dans le domaine économique, les échanges avec l'Est ont donné lieu à de vigoureux conflits d'opinion. En Suisse, de nombreuses publications [2] *ont énuméré les dangers variés qui s'attachent aux opérations entreprises avec des clients ou fournisseurs communistes: pénétration doctrinale insidieuse à travers les échanges; renforcement du potentiel économique et militaire de l'Est en particulier par l'acquisition de biens d'équipement; risques de perturbation des marchés occidentaux et de dépendance accrue. Cette argumentation a été rendue d'autant plus percutante par deux observations: bien que le commerce avec l'Est ne représente qu'une proportion faible des importations et exportations des nations occidentales (4-5 %)* [3]*, ces échanges sont concentrés sur des pays et des produits particuliers; l'influence communiste peut par conséquent s'exercer avec une efficacité plus grande que ne le laisserait supposer la part réelle de l'Est au commerce mondial. D'autre part, la manière dont est conduite la politique des échanges extérieurs de l'Est, notamment par le canal des monopoles d'Etat, tend à favoriser une liaison étroite entre les objectifs politiques et les objectifs économiques; par exemple, la politique de « coexistence compétitive » n'implique aucunement de la part des Soviétiques l'acceptation du statu quo dans leurs relations avec le capitalisme: l'élimination de ce dernier demeure un des buts primordiaux du marxisme-léninisme. Ce serait faire preuve d'une grande innocence que de ne pas tenir compte de ces avertissements: les dangers évoqués sont réels. La question se pose toutefois de savoir si le refus de tout contact, de tout échange, est la meilleure parade ?*

Après tout, l'Union soviétique est devenue en quarante ans la seconde puissance industrielle du monde. Selon des calculs de Kristensen [4]*, en 1955, l'URSS et l'Europe de l'Est représentaient 11,5 % de la population mondiale et 18 % des revenus, comparés à 17,8 % et 59,1 % respectivement pour l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale. Malgré les divergences dans les évaluations, il semble acquis que la production industrielle russe équivaut actuellement à peu près aux trois cin-*

---

[1] *Cf. Journal de Genève,* 28 décembre 1959.

[2] Voir entre autres: P. SAGER et R. DÆTWILER: *Osthandel,* 1960; Rotary Club de Meilen: *Le commerce avec l'Est: une affaire de conscience pour chacun de nous,* 1962. *Neue Zürcher Zeitung:* « Staat und Bürger zum Osthandelproblem », 27 décembre 1961.

[3] CEE: *Bulletin général de statistiques,* octobre 1962.

[4] TH. KRISTENSEN et associés: *The Economic World Balance,* 1960.

quièmes de celle des Etats-Unis [1]. *D'autre part, sans vouloir donner une importance excessive aux comparaisons portant sur les taux de croissance, il n'est pas nié, même par les experts américains les plus critiques des performances soviétiques, que l'URSS progresse plus rapidement que les Etats-Unis et que la plupart des pays de l'Europe occidentale* [2].

Les progrès de l'industrie russe ne se sont certainement pas réalisés en vase clos; des techniciens et des équipements occidentaux ont facilité le processus. Néanmoins dans nombre de secteurs, les Soviets ont dû élaborer leurs propres formules et résoudre leurs problèmes avec les moyens du bord. Lorsque l'accès aux développements occidentaux leur était fermé du fait des embargos placés sur certaines exportations, il leur a bien fallu innover: l'interdiction de vente de produits d'aluminium à l'URSS a forcé cette dernière à se créer, dans ce domaine, une puissante industrie, qui par la suite est devenue exportatrice! Grâce à la mobilisation de ses riches ressources [3], *minières et hydro-électriques, grâce aussi aux progrès de l'éducation et de la formation, l'économie soviétique, surtout dans son secteur industriel, se trouve maintenant placée dans des conditions bien plus favorables qu'il y a une dizaine d'années seulement* [4] .

Il est intéressant de remarquer que l'expansion même de l'industrialisation a forcé les dirigeants soviétiques, pour des raisons qui ne sont pas seulement politiques, à remettre en question les anciens réflexes autarciques. L'amplification et la diversification de la production ont fait réapparaître un concept autrefois négligé, celui de la division internationale du travail. *La réanimation du Comecon en est un exemple, quand bien même la hâte manifestée ces derniers mois procède aussi des craintes inspirées par le succès du marché commun européen. Le désir manifesté par les Soviétiques d'accroître leurs échanges avec d'autres pays que ceux du bloc communiste ne peut donc pas être considéré exclusivement comme un épisode politique de la guerre froide: au-delà, il existe des nécessités économiques auxquelles même les planificateurs communistes n'échappent pas. Il y a sans doute beaucoup de vent dans la proposition d'une conférence mondiale du commerce faite par Khrouchtchev; mais il y a aussi une prémonition : l'URSS ne pourra pas continuer à tout jamais à se développer dans l'isolement.*

Cela n'empêche pas que l'on évoque fréquemment la « mauvaise foi » soviétique à l'occasion d'opérations commerciales internationales. Les ventes d'or, de pétrole, d'étain, d'aluminium, souvent à des prix de dumping, seraient la preuve d'une volonté de destruction des marchés capitalistes. Cette éventualité ne saurait être écartée et il est indispensable de mettre sur pied des mesures

---

[1] A. TARN et R. W. CAMPBELL proposent, dans un article de l'*American Economic Review* de septembre 1962, un taux de 75 % pour 1960, qui est sans doute exagéré. Dans les *Vestnik Statiski*, de septembre 1962, l'économiste soviétique V. STAROVSKII a suggéré 60 % pour 1959. R. WAGENFÜHR, dans les *Informations statistiques de la CECA*, a avancé 50 %. Voir aussi H. GLEJSER : « Croissances industrielles comparées de l'Union soviétique et des Etats-Unis », *Cahiers économiques de Bruxelles*, avril 1959 ; W. NATTER : *The Growth of Industrial Production in the Soviet Union*, Princeton University Press, 1962 ; *The Economist* : « Light on Soviet Growth », Foreign Report, 15 novembre 1962 ; Joint Economic Committee — Congress of the United States : *Comparisons of the United States and Soviet Economies*, vol. I, II et III, 1959. H. G. AUBREY : *Cœxistence—Economic Challenge and Response*, NPA, Washington, 1961.

[2] Selon un récent numéro de la série *Bloc oriental*, publiée par l'Office statistique de la CEE, durant la quatrième année du Plan septennal soviétique (1962), la production industrielle a augmenté de 9,5 % par rapport à 1961 et les objectifs ont été dépassés. Le revenu national se serait élevé à 161,5 milliards de roubles, soit un accroissement de 6 % par rapport à 1961.

[3] Informations statistiques de la CEE : *Production minière dans le monde*, janvier-mars 1961.

[4] J. NAYLON : *The Pattern of Russian Industry*, The Institute of Bankers, Londres, 1962.

préventives de défense. Mais il y a d'autres aspects : en ce qui concerne l'or, le professeur R. Triffin[1] *a montré que c'est l'afflux de métal russe qui a permis, pour une bonne part, au « gold exchange standard » de fonctionner sur ses bases fragiles au cours de ces dernières années. A cet égard, il existe incontestablement une dépendance peu désirable vis-à-vis de l'URSS. D'autre part, celle-ci n'a pas recouru à de telles ventes pour rendre service au système capitaliste (ou pour le troubler), mais pour atteindre un objectif économique simple : se procurer des devises. Les motivations financières et économiques ont prédominé sur les intentions politiques. Il n'est évidemment pas certain qu'il en soit toujours ainsi. Entre-temps, personne, en Suisse et à Londres où cet or s'est vendu, ne s'est sérieusement opposé à de telles transactions. Au demeurant, les organismes monétaires internationaux et surtout les banques centrales peuvent, dans ce domaine, prévoir des dispositifs de protection.*

Les ventes de pétrole ont semé quelque peu la panique sur les marchés occidentaux ; il est vrai qu'elles sont intervenues à un moment où il existait de toute manière un excédent d'offre sur la demande, qui a obligé les grandes compagnies internationales à reviser leur politique traditionnelle de prix. Les cotations basses des Soviets peuvent s'expliquer par plusieurs causes non politiques : l'obligation de concéder des réductions substantielles pour pouvoir pénétrer des marchés jalousement gardés (concessions que les acheteurs occidentaux ont négociées avec vigueur) ; la totale dépendance par rapport aux canaux de distribution des acquéreurs de l'Ouest ; le fait que le pétrole est encore l'un des rares produits que l'URSS peut offrir en quantités importantes à l'exportation. Faut-il pour tout cela barrer complètement l'entrée au pétrole russe ou au contraire envisager un système d'échanges surveillés ? Nous optons pour la seconde solution.

Dans le cas de l'étain, les ventes russes à Londres ont contribué à l'échec de l'Accord international ; par la suite, cependant, l'URSS a accepté de contingenter ses exportations, en partie il est vrai, parce que ses opérations suscitaient le mécontentement de la Malaisie et de la Bolivie. Une situation extrême s'est présentée lorsque les Russes ont convenu d'écouler leur production de diamants par le canal de l'organisation De Beers, qui est un exemple typique d'un quasi-monopole capitaliste.

En formulant les remarques qui précèdent, nous n'avons pas voulu nous faire l'avocat du diable, mais simplement laisser entendre que les intentions soviétiques en matière de commerce international sont autant motivées par des impératifs économiques que par des mobiles politiques, et peut-être même plus par les premiers que par les seconds. Les transformations internes de l'économie russe, qui passe du stade des pénuries à celui d'une plus grande « affluence » seraient même de nature à renforcer l'évolution vers des réflexes principalement économiques dans les rapports internationaux. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les mutations qui s'opèrent dans les méthodes de planification soviétique[2].

Du côté de l'Ouest, le commerce avec le monde communiste, indépendamment des controverses qu'il suscite, est considéré principalement sous l'angle économique. Si on inclut la Chine continentale, le monde communiste couvre un tiers de l'humanité. Les entreprises d'Occident, dont les capacités de production s'accroissent sans cesse, sont immanquablement tentées par ce vaste marché. Les polémiques sur l'opportunité de livrer des tuyaux de pipe-line à l'Est ne dissuaderont pas les hommes d'affaires de soupeser les capacités d'absorption des centaines de millions d'individus habitant l'ère

---

[1] R. Triffin : « Grandeur et décadence de l'étalon-or », *Revue économique et sociale*, octobre 1961.

[2] G. Grossmann : « La planification soviétique — Un aperçu sommaire », *Informations statistiques de la CEE*, 3/1962. J. P. Saltiel : « Calcul économique et commerce extérieur de l'URSS », *Cahiers de l'Institut de science économique appliquée*, nº 124, avril 1962.

géographique de notre globe qui s'industrialise le plus rapidement[1]. *Il peut être intéressant de relever ici que cet intérêt ne se justifie pas seulement par des perspectives de profit. Un récent rapport, préparé pour une branche importante de l'industrie italienne, s'exprimait comme suit: « L'expérience nous a démontré... que les problèmes que l'Union soviétique soumet à nos industries dépassent, de par leur complexité et leur ampleur, le niveau courant des difficultés techniques qui se présentent en des pays fortement industrialisés, Etats-Unis compris. Le fait qu'une entreprise puisse réaliser les solutions de ces problèmes, relève sa cote sur l'échelle des autres marchés industriels, en lui donnant éventuellement l'occasion d'afficher une spécialité dans la production, et détermine la formation toujours plus approfondie de ses techniciens... Nous pensons qu'il est intéressant pour les entreprises italiennes de se tourner vers le marché soviétique, justement parce que ce marché est le plus exigeant, et qu'il nous permettra de satisfaire d'autant mieux les demandes qui nous parviendront d'autres marchés*[2]. » *Au sujet du récent accord commercial franco-soviétique, un éditorial du* Monde [3] *concluait dans les termes suivants: « Sur le plan économique, nous ne pouvons que nous féliciter de ce débouché supplémentaire ouvert à notre industrie de biens d'équipements. » Quant au Département d'Etat américain, il a émis récemment l'hypothèse que le commerce avec l'Est pourrait accroître l'influence de l'Occident*[4]. *Dans le rapport déjà cité du Joint Economic Committee*[5], *M. Robert Loring Allen écrit: « Within the limits of the security of the United States there is no reason why the Soviet Union should not be able to buy what it pleases in this country. »*

Les problèmes abordés ici ne sont pas de ceux qui se prêtent à une solution facile et rapide; étant multidimentionnels, ils engagent les idéologies, la politique, l'économique, pour ne pas parler de l'éthique. Il n'en reste pas moins que ceux qui refusent tout contact économique avec l'Est ne préviendront ni une croissance relativement rapide des pays communistes, ni l'extension progressive de leurs réseaux d'échanges, notamment avec les pays non engagés. De l'autre côté de la palissade, ceux qui croient qu'il ne faut pas verrouiller les portes se doivent de recommander la circonspection. En conclusion d'une série de conférences sur ces questions, nous écrivions en 1960[6] *: « Il paraît évident que l'Occident doit accepter la compétition économique avec l'Est dans le cadre de rapports mutuels plus étroits, qui pourraient être progressivement institutionnalisés, en particulier par la recherche de solutions dans les organisations internationales, telles que le GATT... » L'Organisation de coopération et de développement économiques, la Communauté économique européenne et l'Association européenne de libre-échange seraient peut-être encore plus efficaces. Nous rejoignons ainsi les conclusions de M. W. Linder, de la* Neue Zürcher Zeitung [7], *bien qu'en partant de prémisses moins exclusivement négatives sur la nature des rapports économiques avec l'Est.*

---

[1] *Cf. Financial Times:* « The Pressure for more Trade with Eastern Europe », 25 mars 1963.

[2] Selon le *US Congressional Report on the Soviet Oil Offensive in Western Europe,* cité par le *Petroleum Intelligence Weekly,* du 11 février 1963, il est évident que les Russes, par leurs achats de biens occidentaux incorporant une haute technicité, importent non seulement des marchandises mais aussi du « know-how ». Il appartient, nous semble-t-il, aux rédacteurs occidentaux des traités commerciaux, de faire en sorte que les échanges soient mieux équilibrés *qualitativement* et non seulement *quantitativement.*

[3] *Le Monde,* 3 février 1963

[4] *Neue Zürcher Zeitung,* 17 décembre 1962.

[5] *Op. cit.,* vol. II, p. 421.

[6] P. Gœtschin: *L'URSS et les échanges mondiaux,* éd. Cercle d'études économiques et sociales du Haut-Léman, 1960.

[7] W. Linder: « On Trading with the Communist East », *Swiss Review of World Affairs,* mai 1961.